

**CONVENTION POUR L'OCTROI D'UNE SOMME D'ARGENT  
DÉDIÉE À LA CRÉATION D'EMPLOIS EN FORÊT**

ENTRE

**LA MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES,**  
madame Martine Ouellet, pour et au nom du gouvernement du Québec,  
ci-après désignée la « Ministre »

ET

**REXFORÊT**, personne morale légalement constituée ayant son siège au  
1195, avenue de Lavigerie, bureau 420, Québec (Québec) G1V 4N3,  
agissant par M. Marc Lamontagne, directeur général, et par M. Yves  
Lamarre, président du conseil d'administration, dûment autorisés tel  
qu'ils le déclarent.

ci-après désignée le « BÉNÉFICIAIRE »

**Les parties conviennent de ce qui suit :**

**1 INTERPRÉTATION**

Les annexes mentionnées à la présente convention font partie intégrante de celle-ci. Les PARTIES déclarent en avoir reçu une copie, les avoir lues et consentent aux normes et aux conditions qui y sont énoncées.

En cas de conflit entre les annexes et la présente convention, cette dernière prévaudra.

## 2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente convention a pour objet l'octroi, par la MINISTRE, d'une somme maximale de quinze millions de dollars (15 000 000 \$) au BÉNÉFICIAIRE pour lui permettre de réaliser ou de s'assurer de la réalisation de travaux de traitements sylvicoles et d'autres travaux d'aménagement forestier qui contribuent à la création ou au maintien d'emplois sylvicoles dans les régions ayant un niveau de chômage élevé.

La somme d'argent servira à couvrir :

- a) les coûts réels liés à l'exécution des travaux;
- b) les coûts réels liés à l'encadrement des travaux (gestion, planification, contrôle, rapports santé et sécurité);
- c) les frais réels de gouvernance et d'administration qui ne peuvent excéder 7 % du montant total de la somme versée.

## 3. LOCALISATION

Le BÉNÉFICIAIRE assure l'exécution, l'encadrement et la gestion financière des travaux visés par la présente convention dans les forêts du domaine de l'État des régions suivantes :

- a) Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ;
- b) Bas-Saint-Laurent ;
- c) Capitale-Nationale ;
- d) Mauricie ;
- e) Saguenay-Lac-Saint-Jean ;
- f) Abitibi-Témiscamingue ;
- g) Nord-du-Québec ;
- h) Outaouais ;
- i) Côte-Nord ;
- j) Laurentides ;
- k) Lanaudière.

De plus, le BÉNÉFICIAIRE, en collaboration avec les agences régionales de mise en valeur des forêts privées de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent, assure l'exécution, l'encadrement et la gestion financière des travaux visés par la présente convention dans les forêts privées des régions suivantes :

- a) Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ;
- b) Bas-Saint-Laurent.



#### **4 DURÉE**

Malgré la date de sa signature par les deux parties, la présente convention prend effet le 1er avril 2013 et se terminera le 31 mars 2014.

#### **5 ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE**

Afin de bénéficier de la somme d'argent prévue à l'article 2, le BÉNÉFICIAIRE s'engage à respecter les conditions suivantes :

5.1 Utiliser la somme d'argent octroyée par la présente convention aux seules fins qui y sont prévues ;

5.2 Conclure des ententes avec les organismes, incluant les agences régionales de mise en valeur des forêts privées, identifiées à l'annexe 3, relativement à l'exécution de travaux visés par la présente convention ;

5.3 Faire appliquer, pour les projets horaires, les directives de la MINISTRE relatives aux conditions salariales des travailleurs et aux allocations diverses ;

5.4 S'assurer, à moins d'instructions différentes de la part de la MINISTRE, que les travaux sont réalisés conformément aux Instructions relatives à l'application de la grille de taux des travaux sylvicoles 2013-2014 ;

5.5 S'assurer, dans le cas où la réalisation de traitements sylvicoles non commerciaux sur des terres publiques est confiée à une entreprise sylvicole, que cette entreprise est titulaire d'un certificat de conformité ou d'une attestation d'une demande de certification délivrée par le Bureau de normalisation du Québec dans le cadre du Programme de certification des pratiques de gestion des entreprises sylvicole ;

5.6 Respecter, dans l'exécution de la présente convention, les lois et règlements applicables au Québec, notamment en matière de santé et sécurité au travail et des accidents de travail et en matière de protection des forêts contre les incendies et, plus spécifiquement, du Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État (chapitre A 18.1, r. 7) ;

5.7 Faire approuver la planification des travaux par la MINISTRE ou son représentant en région ;

5.8 Soumettre aux directions régionales du ministère des Ressources naturelles (MRN), au plus tard soixante (60) jours après la fin de chaque projet, un rapport de projet portant sur les aspects techniques des travaux ;

5.9 Fournir à la MINISTRE, au plus tard le 30 juin 2014, un rapport annuel de l'ensemble des travaux réalisés au cours de l'exercice financier

2013-2014, lequel rapport fait état, notamment, des quantités de travaux réalisés, des coûts d'exécution et d'encadrement ainsi que du nombre d'emplois créés ;

5.10 Fournir, à la satisfaction de la MINISTRE, toutes les pièces justificatives pour soutenir l'utilisation de la somme d'argent, incluant l'état d'avancement des travaux ;

5.11 Collaborer entièrement avec la MINISTRE dans l'exécution de la présente convention et tenir compte de toutes les instructions et recommandations de cette dernière relatives à la réalisation des travaux ;

5.12 Corriger sans délai toutes situations qui risqueraient, de l'avis de la MINISTRE, de compromettre la réalisation ou la qualité des travaux sous sa responsabilité ;

5.13 Déclarer à la MINISTRE toutes ententes contractuelles conclues avec une tierce partie pour la réalisation de travaux visés par la présente convention ;

5.14 Soustraire des dépenses réelles encourues les montants perçus par le BÉNÉFICIAIRE en frais de gestion et d'administration sur les ententes contractuelles conclues en cours d'année et visées à l'article 5.13 ; ou encore, selon les instructions de la MINISTRE, constituer une réserve avec lesdites sommes perçues pour une utilisation ultérieure aux fins de la réalisation de l'objet de la présente convention ou pour toutes autres mesures prescrites par la MINISTRE ;

5.15 Rembourser à la MINISTRE, à l'expiration de la présente convention, tout montant non utilisé de la somme d'argent octroyée ;

5.16 Rembourser immédiatement à la MINISTRE tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente convention ;

5.17 Consentir à ce qu'une annonce publique soit faite par la MINISTRE communiquant les renseignements suivants : le nom et l'adresse du BÉNÉFICIAIRE, la nature des projets réalisés et les termes de la présente convention ;

5.18 Indiquer clairement, et de façon très visible, la contribution financière du gouvernement du Québec à titre de principal partenaire financier du BÉNÉFICIAIRE, pour tous les documents d'information et de promotion, annonces publicitaires et activités réalisés par ce dernier. À cette fin, le BÉNÉFICIAIRE doit requérir de la MINISTRE les autorisations ou directives appropriées et se conformer en tout temps à ces autorisations et directives ;

5.19 Fournir à la MINISTRE, sur demande, tout document et tout renseignement pertinent à l'utilisation de la somme d'argent ;



5.20 Conserver tous les documents liés à la convention pendant une période de cinq (5) ans suivant l'expiration de la présente convention, en permettre l'accès à un représentant de la MINISTRE et lui permettre d'en prendre et conserver copie ;

5.21 Transmettre à la MINISTRE tous les documents d'information qui seront produits et diffusés à la suite de l'exécution des travaux prévus à la présente convention, dans tous les types de supports utilisés (supports papier, électroniques ou autres) ;

5.22 Demander à la MINISTRE l'autorisation préalable pour toute modification pouvant affecter la nature, l'ampleur, le rythme de réalisation ou la ventilation des budgets initialement prévus pour la réalisation de la présente convention ;

5.23 Acquérir et détenir, le cas échéant, tous les droits de quelque nature qu'ils soient, y compris les droits de propriété intellectuelle, qui s'avèrent nécessaires pour la réalisation de la présente convention ;

5.24 Éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt personnel de ses administrateurs et celui de la MINISTRE ou créant l'apparence d'un tel conflit, à l'exclusion toutefois d'un conflit découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention.

Le territoire d'application de la présente entente correspond au territoire administratif du Délégué.

## **6. ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE**

6.1 La MINISTRE s'engage à verser au BÉNÉFICIAIRE une somme d'argent maximale de quinze millions de dollars (15 000 000 \$) pour l'exercice financier 2013-2014 selon les modalités suivantes :

- a) un premier versement de neuf millions de dollars (9 000 000 \$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention ;
- b) un second versement de quatre millions de dollars (4 000 000 \$) le 31 juillet 2013 ;
- c) un troisième versement de deux millions de dollars (2 000 000 \$) le 31 octobre 2013.

6.2 La MINISTRE s'engage à fournir au BÉNÉFICIAIRE, au moment opportun, les informations nécessaires à la planification des activités et au complément de l'annexe 3 pour l'exercice financier couvert par la présente convention.

6.3 La MINISTRE s'engage à émettre au BÉNÉFICIAIRE, dans les trente (30) jours suivant la réception du rapport de projet prévu à l'article 5.8 de la présente convention, un avis d'acceptation technique des travaux ou de refus, le cas échéant.

## **7 ANNEXES**

La synthèse provinciale des budgets d'exécution, d'encadrement, d'administration régionale et des agences régionales de mise en valeur des forêts privées est présentée à l'annexe 1 et la synthèse des budgets régionaux est présentée à l'annexe 2. La répartition budgétaire de chaque région se trouve à l'annexe 3 et les frais de fonctionnement du BÉNÉFICIAIRE sont présentés à l'annexe 4.

## **8 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ**

8.1 Le BÉNÉFICIAIRE est responsable du contrôle de la qualité des travaux réalisés sur les terres du domaine de l'État, laquelle devra être évaluée selon les normes et les critères de qualité prévus aux Instructions relatives à l'application de la grille de taux des travaux sylvicoles 2013-2014 ou selon toutes autres instructions données par la MINISTRE. Dans le cas d'ententes avec des agences régionales de mise en valeur des forêts privées, ces dernières sont responsables du contrôle de la qualité des travaux selon les normes en vigueur sur le territoire de ces agences.

8.2 La MINISTRE se réserve le droit de refuser, en tout ou en partie, les travaux dont la réalisation est sous la responsabilité du BÉNÉFICIAIRE et qui ne remplissent pas les exigences prévues à la présente convention. Le cas échéant, le BÉNÉFICIAIRE n'aura pas droit au remboursement des frais d'exécution pour la partie des travaux refusés.

## **9 DISPOSITION DES BOIS MARCHANDS**

Dans l'éventualité où les travaux réalisés dans le cadre de la présente convention généreraient des bois marchands, le BÉNÉFICIAIRE doit en disposer selon les instructions de la MINISTRE.

## **10 RESPONSABILITÉ**

10.1 Le BÉNÉFICIAIRE assume l'entière responsabilité de l'exécution de la présente convention et sera responsable de toute faute commise par lui, ses employés, agents, représentants et sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention, y compris la faute résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu de celle-ci.



10.2 Le BÉNÉFICIAIRE s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour la MINISTRE contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne en raison de dommages ainsi causés.

## **11 VÉRIFICATION**

Les demandes de paiement découlant de la présente convention peuvent faire l'objet d'une vérification par le Contrôleur des finances en vertu de la Loi sur le ministère des Finances (chapitre M 24.01).

## **12 MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente convention doit faire l'objet d'une entente écrite entre les deux parties. Cette entente fera dès lors partie de la convention.

## **13 RÉSILIATION**

La MINISTRE se réserve le droit de résilier, en tout temps, la présente convention si :

- a) le BÉNÉFICIAIRE fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention ;
- b) elle est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles la somme d'argent a été octroyée ;
- c) le BÉNÉFICIAIRE lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

Dans les cas prévus aux paragraphes b) et c), la convention sera résiliée à compter de la date de réception par le BÉNÉFICIAIRE d'un avis de la MINISTRE à cet effet.

La constatation du défaut par cet avis équivaut à une mise en demeure.

La MINISTRE cessera à cette date tout versement de la somme d'argent.

Dans le cas prévu au paragraphe a), la MINISTRE doit transmettre un avis de résiliation au BÉNÉFICIAIRE et celui-ci aura trente (30) jours ouvrables pour remédier aux défauts énoncés dans l'avis et en aviser la MINISTRE, à défaut de quoi la convention sera automatiquement résiliée à compter de la date de réception de cet avis, sans compensation ni indemnité pour quelque raison que ce soit.

Dans les cas prévus aux paragraphes a) et c), la MINISTRE se réserve le droit d'exiger le remboursement total ou partiel de la somme d'argent qui aura été versée à la date de résiliation.

#### **14 CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente convention ne peuvent être cédés, vendus ou transportés en tout ou en partie, sans l'autorisation préalable de la MINISTRE.

#### **15 COMMUNICATION**

Tout avis, instruction, recommandation ou document requis ou prévu par la présente convention, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télégramme, télécopieur, messenger ou par poste ou poste recommandée aux coordonnées de la partie concernée telles qu'indiquées ci-après :

Dans le cas de la MINISTRE à :

Madame Christyne Tremblay  
Sous-ministre  
Ministère des Ressources naturelles  
5700, 4<sup>e</sup> Avenue Ouest, A 301  
Québec (Québec) G1H 6R1  
Télécopieur : 418 643-1443  
Courriel : christyne.tremblay@mrn.gouv.qc.ca

Dans le cas du BÉNÉFICIAIRE, à :

Monsieur Marc Lamontagne  
Directeur général  
REXFORÊT inc.  
1195, avenue Lavigerie, bureau 420  
Québec (Québec) G1V 4N3  
Télécopieur : 418 644-9927  
Courriel : m.lamontagne@rexforet.com

Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

#### **16 ENGAGEMENT BUDGÉTAIRE**

Conformément à l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001), aucun engagement financier du gouvernement du Québec ne peut être pris et n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement dans l'année financière au cours de laquelle il est pris.



EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en double exemplaire :

LA MINISTRE

Original signé

Martine Ouellet  
Ministre des Ressources naturelles

4 sept 2013  
Date

REXFORÊT INC.

Original signé

Marc Lamontagne  
Directeur général

pour

2013- 7- 31  
Date

Original signé

Yves Lamarre  
Président du conseil d'administration

13.08.07  
Date





PROGRAMME DE CRÉATION D'EMPLOIS EN FORÊT 2013-2014

Budget total d'exécution	6 411 094 \$	(1)
Budget d'exécution financé par les crédits du PCEF	5 975 677 \$	
Budget d'encadrement	1 229 323 \$	
Budget d'administration régionale	236 431 \$	
Budget des Agences régionales de mise en valeur de la forêt privée	6 745 000 \$	
Sous-total (régional)	14 186 431 \$	
Frais de fonctionnement de Rexforêt	813 569 \$	(Annexe 4)
Budget total du PCEF	15 000 000 \$	

(1) Comprend toutes les dépenses d'exécution des projets financées par le PCEF et les autres sources de financement.

PROGRAMME DE CRÉATION D'EMPLOIS EN FORÊT 2013-2014

ANNEXE 2

Budget d'exécution									
Région	Exécution de travaux d'aménagement						Exécution de travaux techniques	Total	Portion financée par le PCEF
	Projet forfaitaire	Projet horaire		Voirie	Autre projet	Total			
		Régulier	Autochtone						
Bas-Saint-Laurent	400 000 \$	0 \$	0 \$	25 000 \$	0 \$	425 000 \$	0 \$	425 000 \$	425 000 \$
Saguenay / Lac St-Jean	0 \$	0 \$	667 803 \$	0 \$	0 \$	667 803 \$	0 \$	667 803 \$	454 602 \$
Mauricie	0 \$	0 \$	197 619 \$	0 \$	0 \$	197 619 \$	0 \$	197 619 \$	162 329 \$
Outaouais	0 \$	0 \$	162 581 \$	0 \$	0 \$	162 581 \$	0 \$	162 581 \$	127 687 \$
Abitibi / Témiscamingue	10 451 \$	0 \$	433 298 \$	0 \$	0 \$	443 749 \$	0 \$	443 749 \$	370 327 \$
Côte-Nord	0 \$	0 \$	28 952 \$	0 \$	0 \$	28 952 \$	0 \$	28 952 \$	24 937 \$
Gaspésie	1 712 000 \$	1 344 000 \$	375 000 \$	350 000 \$	300 000 \$	4 081 000 \$	70 000 \$	4 151 000 \$	4 151 000 \$
Laurentides/Lanaudière	0 \$	0 \$	334 390 \$	0 \$	0 \$	334 390 \$	0 \$	334 390 \$	259 795 \$
Total :	2 122 451 \$	1 344 000 \$	2 199 643 \$	375 000 \$	300 000 \$	6 341 094 \$	70 000 \$	6 411 094 \$	5 975 677 \$

(A)	(B)	(C)	(D)	(E)
-----	-----	-----	-----	-----

Budget d'encadrement	Budget administration régionale	Budget des Agences régionales de mise en valeur de la forêt privée
265 000 \$	75 000 \$	5 185 000 \$
119 460 \$	2 200 \$	- \$
49 299 \$	324 \$	- \$
34 851 \$	- \$	- \$
73 000 \$	15 000 \$	- \$
8 467 \$	- \$	- \$
606 522 \$	143 907 \$	1 560 000 \$
72 724 \$	- \$	- \$
1 229 323 \$	236 431 \$	6 745 000 \$

Budget régional du PCEF (B + C + D + E)			
Bas St-Laurent	5 950 000 \$	Mauricie	211 952 \$
Saguenay / Lac St-Jean	576 262 \$	Outaouais	162 538 \$
Laurentides/Lanaudière	332 519 \$	Abitibi / Témiscamingue	458 327 \$
Côte-Nord	33 404 \$	Gaspésie	6 461 429 \$
Total des budgets régionaux du PCEF		14 186 431 \$	



## PROGRAMME DE CRÉATION D'EMPLOIS EN FORÊT 2013-2014

### Annexe 3

RÉGION : Bas St-Laurent

# Projet	Organisme	Traitement	Budget d'exécution de travaux d'aménagement						
			Projet forfaitaire	Projet horaire		Voirie	Autre	Total	Portion financée par le PCEF
				Régulier	Autochtone				
RIVIERE DU LOUP								- \$	
				- \$				- \$	
	Coop Haut Plan Vert	ECR	300 000 \$	- \$		25 000 \$		325 000 \$	325 000 \$
	Coop Haut Plan Vert	ECR	100 000 \$					100 000 \$	100 000 \$
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
TOTAL			400 000 \$	0 \$	0 \$	25 000 \$	0 \$	425 000 \$	425 000 \$
(A)									(B)

Budget d'exécution de travaux techniques	
Activité	
	- \$
	- \$
<b>Total</b>	- \$

Budget d'encadrement	
- Gestion et supervision	25 000 \$
- Planification	175 000 \$
- Suivi et contrôle, rapports	55 000 \$
- Suivi et encadrement de formation	- \$
- Certification, Santé et sécurité	10 000 \$
- Gestion des contrats	- \$
<b>Total</b>	<b>265 000 \$</b>

( D )

	(A)
Budget des Agences régionales de mise en valeur de la forêt privée	
	5 185 000 \$
	(F)

Budget d'administration régionale	
- Personnel, bureau, frais généraux	75 000 \$
	(E)

Budget régional total ( A + C + D + E + F )	5 950 000 \$
Budget régional PCEF ( B + C + D + E + F )	5 950 000 \$
<b>Financement</b>	
Crédits du PCEF	5 950 000 \$
Revenus de vente de bois	0 \$
Autres crédits/revenus	0 \$
<b>Total</b>	5 950 000 \$

**Original signé**

Directeur général (MRN)

Directeur régional (REXFORÊT)

Directeur principal aux opérations (REXFORÊT)

2013-06-11

Date \_\_\_\_\_

2013.06.11

Date \_\_\_\_\_

2013-06-17

Date \_\_\_\_\_



## PROGRAMME DE CRÉATION D'EMPLOIS EN FORÊT 2013-2014

### Annexe 3

RÉGION : Saguenay / Lac St-Jean

[illegible]

Budget d'exécution de travaux techniques		
Activité		
	-	\$
	-	\$
Total	-	\$

Budget d'encadrement	
- Gestion et supervision	3 200 \$
- Planification	40 000 \$
- Suivi et contrôle, rapports	21 196 \$
- Suivi et encadrement de formation	21 196 \$
- Certification, Santé et sécurité	33 868 \$
- Gestion des contrats	- \$
<b>Total</b>	<b>119 460 \$</b>

		(A)
Budget des Agences régionales de mise en valeur de la forêt privée		

Budget d'administration régionale	
- Personnel, bureau, frais généraux	2 200 \$

Budget régional total ( A + C + D + E + F )	789 463 \$
---	------------

Budget régional PCEF ( B + C + D + E + F )	576 262 \$
--	------------

## Financement

Crédits du PCEF	576 262 \$
-----------------	------------

Revenus de vente de bois	8 000 \$
--------------------------	----------

Autres crédits/revenus	205 201 \$
------------------------	------------

Total	789 463 \$
-------	------------

**Original signé**

Directeur régional des opérations intégrées (MIRAC)

Date \_\_\_\_\_

Directeur régional (REXFORÊT)

Date \_\_\_\_\_

Directeur principal aux opérations (REXFORÊT)

Date \_\_\_\_\_

2013-06-07



### Annexe 3

[illegible]

Budget d'exécution de travaux techniques	
Activité	
	- \$
	- \$
<b>Total</b>	- \$

<b>Budget d'encadrement</b>	
- Gestion et supervision	11 722 \$
- Planification	
- Suivi et contrôle, rapports	1 558 \$
- Suivi et encadrement de formation	10 618 \$
- Certification, Santé et sécurité	25 401 \$
- Gestion des contrats	- \$
<b>Total</b>	<b>49 299 \$</b>

<b>Budget d'administration régionale</b>	
- Personnel, bureau, frais généraux	324

	(A)
Budget des Agences régionales de mise en valeur de la forêt privée	
	(F)

<b>Financement</b>	
Crédits du PCEF	211 952 \$
Revenus de vente de bois	0 \$
Autres crédits/revenus	35 290 \$
<b>Total</b>	<b>247 242 \$</b>

**Directeur principal aux opérations (REXFORÉT)**

2013.06.03

Date \_\_\_\_\_

13/08/05  
Date

Date \_\_\_\_\_

2013-06-20

Date \_\_\_\_\_



## Annexe 3

# Projet	Organisme	Traitement	Budget d'exécution de travaux d'aménagement						
			Projet forfaitaire	Projet horaire		Voirie	Autres	Total	Portion financée par le PCEF
				Régulier	Autochtone				
	Kanawage	Débousaillage			152 719 \$			152 719 \$	117 429 \$
	Kanawage	Formation technique			28 952 \$			28 952 \$	24 937 \$
								0 \$	
	Services forestiers Manawan	Débroussaillage			152 719 \$			152 719 \$	117 429 \$
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
	TOTAL		0 \$	0 \$	334 390 \$	0 \$	0 \$	334 390 \$	259 795 \$

Budget d'encadrement de Rexforêt		
- Gestion & Supervision	-	\$
- Planification	-	\$
- Suivi et contrôle, rapports	-	\$
- Suivi et encadrement de formation	47 323	\$
- Certification, Santé et sécurité	25 401	\$
- Formation	-	\$
	-	\$
<b>Total</b>	<b>72 724</b>	<b>\$</b>

( D )

<b>Budget d'administration régionale</b>		
- Personnel, bureau, frais généraux	-	\$
<b>( E )</b>		

Budget régional total ( A + C + D + E + F )	407 114 \$
Budget régional PCEF ( B + C + D + E + F )	332 519 \$
Financement	
Crédits du PCEF	332 519 \$
Revenus de vente de bois	0 \$
Autres crédits/revenus (précisez)	74 595 \$
<b>TOTAL</b>	<b>407 114 \$</b>

Original signé

21/06/2013

\_\_\_\_\_  
Date

2013/06/25

\_\_\_\_\_  
Date

5/6/13

\_\_\_\_\_  
Date

2013-06-27

\_\_\_\_\_  
Date



### Annexe 3

# Projet	Organisme	Traitement	Budget d'exécution de travaux d'aménagement						
			Projet forfaitaire	Projet horaire		Voirie	Autres	Total	Portion financée par le PCEF
				Régulier	Autochtone				
	Kitigan Zibi	Abattage			133 629 \$			133 629 \$	102 750 \$
	Kitigan Zibi	Formation technique			28 952 \$			28 952 \$	24 937 \$
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
TOTAL			0 \$	0 \$	162 581 \$	0 \$	0 \$	162 581 \$	127 687 \$
								(A)	(B)

Budget d'exécution de travaux techniques	
Activité	
	-
	-
	-
	-
<b>Total</b>	-

(C)

Budget d'encadrement de Rexforêt	
- Gestion & Supervision	-
- Planification	-
- Suivi et contrôle, rapports	17 917
- Suivi et encadrement de formation	16 934
- Certification, Santé et sécurité	-
- Formation	-
<b>Total</b>	<b>34 851</b>

(D)

Budget d'administration régionale	
- Personnel, bureau, frais généraux	-

(E)

Budget des Agences régionales de mise en valeur de la forêt privée		-	9
		(F)	

( F )

Budget régional total ( A + C + D + E + F )	197 432 \$
Budget régional PCEF ( B + C + D + E + F )	162 538 \$
Financement	
Crédits du PCEF	162 538 \$
Revenus inventaire NRF	
Autres crédits/revenus (précisez)	34 894 \$
TOTAL	197 432 \$

**Original signé**

Directeur affaires régionales (MNR)

12/06/2012  
Date

Date \_\_\_\_\_

**Directeur général régional (MRN)**

Date \_\_\_\_\_

**Directeur régional (REXFORÊT)**

Date \_\_\_\_\_

Directeur principal aux opérations (REX-FORÊT)

Date \_\_\_\_\_

2013-07-16

.nnexe 3\_R07\_17mai#1.MRN.xls

### Annexe 3

RÉGION : Abitibi / Témiscamingue

Budget d'exécution de travaux techniques	
Activité	
	- 9
	- 9
<b>Total</b>	- 9

( C )

Budget d'encadrement	
- Gestion et supervision	15 000 \$
- Planification	10 000 \$
- Suivi et contrôle, rapports	
- Suivi et encadrement de formation	22 599 \$
- Certification, Santé et sécurité	25 401 \$
- Gestion des contrats	
<b>Total</b>	<b>73 000 \$</b>

Budget d'administration régionale	
- Personnel, bureau, frais généraux	15 000 \$
	(E)

Budget régional PCEF ( B + C + D + E + F )	458 327 \$
--	------------

Original signé	21/06/2013
Directeur régional des opérations intégrées (MRNF)	Date
	2013-06-19
Directeur régional (REXFORET)	Date
	2013-06-28
Directeur principal aux opérations (REXFORET)	Date



RÉGION : Côte-Nord

# Projet	Organisme	Traitement	Budget d'exécution de travaux d'aménagement						
			Projet forfaitaire	Projet horaire		Voirie	Autre	Total	Portion financée par le PCEF
				Régulier	Autochtone				
1309001	Conseil Innus de Pessamit	Formation tech			28 952 \$			28 952 \$	24 937 \$
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
								0 \$	
TOTAL			0 \$	0 \$	28 952 \$	0 \$	0 \$	28 952 \$	24 937 \$

Budget d'exécution de travaux techniques		
Activité		
	-	\$
	-	\$
<b>Total</b>	-	\$

Budget d'encadrement	
- Gestion et supervision	
- Planification	
- Suivi et contrôle, rapports	
- Suivi et encadrement de formation	
- Certification, Santé et sécurité	8 467 \$
- Gestion des contrats	- \$
<b>Total</b>	<b>8 467 \$</b>

( D )

<b>Budget d'administration régionale</b>	
- Personnel, bureau, frais généraux	( E )

Budget des Agences régionales de mise en valeur de la forêt privée	
	( F )

<b>Budget régional total ( A + C + D + E + F )</b>	<b>37 419 \$</b>
--	------------------

<b>Budget régional PCEF ( B + C + D + E + F )</b>	<b>33 404 \$</b>
---	------------------

## Financement

Crédits du PCEF	33 404 \$
-----------------	-----------

Revenus de vente de bois	0 \$
--------------------------	------

Autres crédits/revenus	4 015 \$
------------------------	----------

<b>Total</b>	37 419 \$
--------------	-----------

**Original signé**

**Directeur régional des opérations intégrées (MRNF)**

Date \_\_\_\_\_

**Directeur régional (REXFORÊT)**

Date \_\_\_\_\_

**Directeur principal aux opérations (REXFORÊT)**

Date \_\_\_\_\_

PROGRAMME DE CRÉATION D'EMPLOIS EN FORÊT 2013-2014

Annexe 3

RÉGION : Gaspésie

# Projet	Organisme	Traitement	Budget d'exécution de travaux d'aménagement						Budget d'exécution de travaux techniques		
			Projet forfaitaire	Projet horaire		Voirie	Autre	Total	Portion financée par le PCEF	Activité	
				Régulier	Autochtone						
332-1336-13	Conseil de bande Gesgapegiag				163 000 \$			163 000 \$	163 000 \$	IPL (MRN)	70 000 \$
332-1337-13	Conseil de bande Listuguj				163 000 \$			163 000 \$	163 000 \$	RATF	20 000 \$
									0 \$	Inventaires de connaissances	150 000 \$
332-1438	Conseil de bande Gespeg				82 000 \$			82 000 \$	82 000 \$	Coordination transport de plants (MAF)	14 000 \$
330-1340, 3	GAF Restigouche		288 000 \$	174 000 \$				462 000 \$	462 000 \$		
330-1341, 3	Coop de la Gaspésie		288 000 \$	174 000 \$				462 000 \$	462 000 \$		
330-1342, 3	G.F.Coop. Baie Chaleurs		288 000 \$	174 000 \$				462 000 \$	462 000 \$		
330-1444, 3	EAF Percé		413 000 \$	174 000 \$				587 000 \$	587 000 \$		
331-1434	EAF Percé			174 000 \$				174 000 \$	174 000 \$		
330-1445, 3	EAF Péninsule		346 000 \$	174 000 \$				520 000 \$	520 000 \$		
330-1443, 3	G.F. Coop Shick Shock		288 000 \$	174 000 \$				462 000 \$	462 000 \$		
								0 \$	0 \$		
								0 \$	0 \$		
VOIRIE						250 000 \$		250 000 \$	250 000 \$		
								0 \$	0 \$		
INVENTAIRE PCEF							125 000 \$	125 000 \$	125 000 \$		
								0 \$	0 \$		
Transport de plants							50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$		
								0 \$	0 \$		
TOTAL			1 911 000 \$	1 218 000 \$	408 000 \$	250 000 \$	175 000 \$	3 962 000 \$	3 962 000 \$		
(A)											
(B)											
Budget des Agences régionales de mise en valeur de la forêt privée											
								1 560 000 \$			
(F)											
Budget d'exécution de travaux techniques											
Activité											
										IPL (MRN)	70 000 \$
										RATF	20 000 \$
										Inventaires de connaissances	150 000 \$
										Coordination transport de plants (MAF)	14 000 \$
											0 \$
Total											254 000 \$
(C)											
- Certification, Santé et sécurité											
										- Gestion et Supervision	100 232 \$
										- Planification	44 207 \$
										- Suivi et contrôle, rapports	313 170 \$
										- Suivi et encadrement de formation	
										- Santé et sécurité	29 921 \$
										- Autres	18 992 \$
Total											506 522 \$
(D)											
Budget d'administration régionale											
										- Personnel, bureau, frais généraux	158 907 \$
(E)											

Budget régional total ( A + C + D + E + F )	6 441 429 \$
Budget régional PCEF ( B + C + D + E + F )	6 441 429 \$
Financement	
Crédits du PCEF	6 441 429 \$
Revenus de vente de bois	0 \$
Autres crédits/revenus (vente de bois et passerelle)	
Total	6 441 429 \$

Original signé \_\_\_\_\_ Date 2013-06-14

Directeur général (MRN) \_\_\_\_\_ Date 2013-06-17

Directeur régional // (REXFORÊT) \_\_\_\_\_ Date 2013-06-19

Directeur principal/aux opérations (REXFORÊT) \_\_\_\_\_ Date

ANNEXE 4

PROGRAMME DE CRÉATION  
D'EMPLOIS EN FORÊT 2013-2014

Frais de fonctionnement  
de Rexforêt

Direction générale

813 569 \$

TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT

813 569 \$